



## PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE**

**SERVICE ÉNERGIE, CLIMAT, LOGEMENT  
ET AMÉNAGEMENT DURABLE**

Pôle Évaluation Environnementale

Affaire suivie par le pôle évaluation environnementale

Mél : [pee.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pee.seclad.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

### **Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale, prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage agricole sur la commune de Mantilly dans le département de l'Orne**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19.144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu la décision n°2019.160 du 4 décembre 2019 portant subdélégation de signature à Madame Karine BRULE, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas »;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-3547 déposée par le gérant du GAEC FOURMOND-LEMORTON, M. Aurelien FOURMONT, relative au projet de création d'un forage à usage agricole sur la commune de Mantilly (61), reçue complète le 13 mars 2020 ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en la création d'un forage d'une profondeur de 70 mètres afin d'utiliser l'eau prélevée pour alimenter en eau un cheptel bovin sur la commune de Mantilly ; que ce projet devrait permettre un prélèvement annuel moyen des eaux souterraines d'environ 5 000 m<sup>3</sup> avec un débit journalier maximum prélevé de 13,7 m<sup>3</sup> et un débit maximum instantané de 4 m<sup>3</sup> /h ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n°27-a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, concernant les « forages en profondeur, notamment [...] les forages pour l'approvisionnement en eau » qui soumet à un examen au cas par cas les « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

**Considérant** que la nappe visée par le forage, la masse d'eau FRHGG018 « Bassin versant de la Mayenne » est classée en bon état quantitatif ;

**Considérant** que le projet se situe :

- en dehors de tout site Natura 2000, le plus proche, la zone spéciale de conservation FR 2500076 « Landes du Tertre Bizet et Fosse Arthour », protégée au titre de la directive européenne « Habitats, faune, flore » du 21 mai 1992, étant situé à environ 16 km du projet ;
- en dehors de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I ou II et de tout site inscrit ou classé ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage en eau potable et à plus de 500 mètres des forages répertoriés dans la banque de données du sous-sol ;
- à plus de 35 mètres de toutes sources potentielles de pollution, comme le prévoit la réglementation ;
- à environ 50 mètres au nord du ruisseau Le Douet Gasnier et à proximité de milieux fortement prédisposés à la présence d'une zone humide ;
- à l'extérieur mais à proximité d'une zone répertoriée comme inondable par débordement de cours d'eau et à proximité d'une zone de remontée de nappe phréatique ;

et que la nature du projet ne semble pas susceptible d'affecter ces milieux ;

**Considérant** que le forage captera l'eau en profondeur, à plus de 20 mètres, dans un réseau de fissures qui ne contribue pas à l'alimentation du cours d'eau proche, mais qu'il n'aura pas d'incidence sur le débit du cours d'eau ou sur les zones humides l'accompagnant ;

**Considérant** que le pétitionnaire doit respecter les distances minimales, notamment vis-à-vis des cultures, des habitations, de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996; que le forage sera équipé d'un compteur volumétrique conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement ; en cas d'abandon du forage, le comblement sera réalisé selon des techniques appropriées garantissant l'absence de circulations entre les nappes et l'absence de transfert de pollution ;

**Considérant** que le risque de pollution de la nappe lors de l'exploitation est pris en compte par la réalisation d'une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage des 12 premiers mètres, ainsi que par la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage ; qu'en cas d'échec du forage, il sera comblé dans les règles de l'art ;

**Considérant ainsi** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

## **D é c i d e**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le projet de création d'un forage à usage agricole sur la commune de Mantilly, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr..>

Fait à Rouen, le 10 avril 2020

POUR LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE ET PAR DÉLÉGATION,  
POUR LE DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Karine BRULÉ

### **Voies et délais de recours**

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Madame la ministre de la Transition écologique et solidaire  
Ministère de la Transition écologique et solidaire  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*